

D 1012 NICARAGUA: L'ARCHEVÊQUE ET LES SANDINISTES

C'est un fait notoire qu'il n'y a aucune sympathie réciproque entre l'archevêque de Managua et les sandinistes actuellement au pouvoir. On peut même dire que Mgr Obando est devenu la figure de proue de l'opposition. En effet les milieux d'opposition les plus radicaux se sont employés à faire de lui "le nouveau Sandino", si l'on en juge par l'étonnant numéro du journal La Prensa du 28 août 1981: publié à l'occasion de la décoration de Mgr Obando de l'Ordre Francisco de Miranda, la plus haute distinction de l'Etat vénézuélien, ce numéro de La Prensa ne comporte pas moins de 37 portraits de Mgr Obando, dont 8 photos de pleine page avec, en première page, un Mgr Obando à cheval et en chapeau à la Sandino!

On comprendra mieux cette mise en scène si l'on rappelle les faits et gestes de Mgr Obando dans les semaines et les jours ayant précédé la démission du général Somoza, le 17 juillet 1979, puis la chute de Managua, le 19 suivant. Il était de notoriété publique qu'une tentative de neutralisation politique du FSLN avait eu lieu le 17 juillet 1979, quelques heures avant la démission de Somoza. Mais personne ne disposait de détails sur cette réunion de Caracas. Nous en donnons ci-dessous, pour la première fois, une approche qui appelle d'autres mises au point.

Note DIAL

CARACAS: LA RÉUNION MANQUÉE DU 17 JUILLET 1979

Le 16 juillet 1979 un avion, envoyé par le président du Venezuela Herrera Campins avec l'accord de William Bowdler (le négociateur de Carter à San José)(1), emmenait de Managua à Caracas une vingtaine de personnalités nicaraguayennes (2), dirigeants ou membres importants du Front élargi d'opposition (FAO) (3). Les deux principales personnalités participant à la rencontre étaient l'archevêque de Managua, Mgr Obando, et le haut responsable du Parti conservateur, Adolfo Calero Portacarrero, aujourd'hui chef politique et militaire des Forces démocratiques nicaraguayennes (FDN), c'est-à-dire la contre-révolution armée par la CIA.

Lieu de la réunion: Hotel Caracas Hilton.

Programme de la rencontre: parvenir à un accord sur le prochain transfert de pouvoirs à Managua afin de court-circuiter le FSLN ou de le neutraliser.

A cette époque, le FAO ne comptait plus parmi ses membres que les représentants des tendances qui sont aujourd'hui regroupées dans la Coordination démocratique (4) (essentiellement les conservateurs, les démocrates-chrétiens et, surtout, les représentants de l'entreprise privée). En août 1978, à l'occasion de l'occupation de la Chambre des députés par le FSLN, le FAO avait rendu public un Programme de gouvernement national démocratique. C'est à cette occasion que le FSLN s'était séparé du Front élargi

(1) Notes en fin de document

d'opposition, faute d'avoir obtenu que celui-ci intègre dans son programme: 1) le démantèlement de la Garde nationale; 2) la confiscation des biens du clan Somoza.

En fait, la réunion de Caracas n'eut pas lieu. En effet, à l'insu des participants au moment où ils montaient dans l'avion à Managua, Somoza avait donné l'ordre d'organiser en secret une session du Congrès dans le salon Ruben Darío de l'Hôtel Intercontinental, pour que le Congrès reçoive sa démission et élise le président du Congrès lui-même (Urcuyo) comme président de la République à titre intérimaire. Ce n'est que plus tard qu'on a su que l'idée du dictateur reposait sur une de ces manoeuvres dont avait été coutumière la famille Somoza pour se perpétuer au pouvoir. Les informations secrètes dont Somoza disposait en provenance des différents fronts donnaient comme imminente la victoire militaire du FSLN, victoire à laquelle ne croyaient ni les Etats-Unis, ni la droite, ni les évêques Obando et Vega. En remettant à Urcuyo l'écharpe présidentielle, Somoza pensait se ménager la possibilité de la récupérer dans un avenir pas trop éloigné (5).

Le 17 juillet, à 0 H du matin, Somoza Debayle passa l'écharpe présidentielle à Urcuyo. A 0 H 30, Gustavo A. Montalván annonçait la nouvelle au monde à Radio ABC, la seule station à longue portée, et cela malgré l'interdiction d'émettre imposée par la Garde nationale. A l'aube de ce même 17 juillet, Somoza, accompagné d'une douzaine de ses proches et des cercueils de son père et de son frère, partit en hélicoptère du terrain de l'actuelle Ecole militaire Carlos Agüero en direction de la piste d'avion de sa résidence de Montelimar, d'où un avion à réaction le conduisit à Miami.

Quant à Urcuyo, qui avait l'intention de conserver le pouvoir jusqu'au terme du mandat de Somoza (février 1981), il s'enfuit au Guatemala dans l'après-midi du 18, d'avant l'avance des forces sandinistes.

Ce même 18 juillet à l'aube, Sergio Ramírez, Alfonso Robelo et la veuve de Pedro Joaquín Chamorro s'envolèrent de Caracas pour León (6), où les attendaient Daniel Ortega et Moisés Hassán. Ainsi réunis, les cinq membres de la Junte gouvernementale de reconstruction nationale proclamèrent la prise du pouvoir, le lendemain 19 juillet, et firent leur entrée à Managua le 20, le jour suivant la libération de la capitale.

A l'hôtel Hilton de Caracas, les comploteurs durent se contenter de suivre tous ces événements par la presse et la télévision internationales.

En raison du rôle qu'avait joué Mgr Obando comme médiateur prétendument neutre au moment de l'occupation de la Chambre des députés (7), et du prestige qu'il en avait retiré, son nom avait été avancé dans plusieurs milieux comme recours possible pour la passation du pouvoir. Cela était allé jusqu'au point où, le mardi 18, tant Radio Sandino que Radio Monumental de San José avaient lancé le nom de Mgr Obando comme éventuel chef d'Etat intérimaire. Pour les sandinistes, cela ne les engageait en rien, car le contrôle total du pays par leurs armes n'était plus alors qu'une question d'heure.

Auparavant, le nom de Mgr Obando avait été mis en avant dans un contexte qu'il est utile de présenter.

Bowdler, le négociateur au nom de Carter, n'était pas mieux préparé ni n'avait plus de tact que le producteur de cacahuètes d'Atlanta. Il faisait des propositions absurdes. Pour neutraliser les sandinistes, il en était même venu à proposer à ceux-ci de faire entrer dans la junte gouvernementale une douzaine de personnalités de la droite. Et il insistait lourdement sur la nécessité de conserver la Garde nationale de Somoza. De toute évidence il voulait instaurer un somozisme sans Somoza, pas moins rattaché aux Etats-Unis que le précédent.

Celui qui perçut le mieux l'échec des démarches de Bowdler et qui s'employa le plus à rechercher d'autres modalités pour le maintien de la Garde nationale lors de la rencontre, ce fut Humberto Belli (8). De janvier à juillet 1979 il s'était dépensé pour obtenir que tout se joue sous l'égide de Mgr Obando. Avec lui, avec Mgr Vega et avec des personnalités de la droite, en particulier des secteurs privés de l'entreprise, il s'était efforcé de mettre sur pied un "Comité de réflexion patriotique" (9). Mais son insistance déplacée et son manque de discrétion firent échouer ses efforts. Cependant il avait permis que, en prenant l'avion pour Caracas, Mgr Obando fût considéré comme l'homme-clé de la situation.

Dans la capitale du Venezuela, l'archevêque de Managua fut tancé par l'ancien président Carlos Andrés Pérez. Celui-ci en effet, qui considérait lui aussi Mgr Obando comme une pièce maîtresse du jeu, avait du mal à comprendre pourquoi l'archevêque n'était pas au courant de ce qui se passait à Managua. Il lui déclara en termes sévères que sa place était là-bas, dans sa ville épiscopale, et non pas à Caracas. C'est ainsi que Mgr Obando abandonna la capitale vénézuélienne, mais à destination de San José, au Costa Rica, où, soucieux de ne pas se compromettre avant de voir la tournure des événements, il resta à l'Hôtel Cariari. Quand Sergio Ramírez (10) lui demanda de le recevoir, l'archevêque lui fit savoir, par l'intermédiaire du Père Bismarck Carballo (11), qu'il se sentait "très fatigué".

Le 18 juillet, quelques gardes nationaux l'attendaient à son arrivée à Managua. Ils le conduisirent au bunker (12), en l'insultant pour n'avoir pas pu éviter cette catastrophe: "Tout ça, c'est la faute de l'Eglise!". Pour se tirer de cette mauvaise passe, Mgr Obando proposa de publier un message à la nation pour demander la modération et d'éviter tous sévices envers les gardes nationaux (13).

Notes

(1) Sur la pression des Etats-Unis, face à la dégradation de la situation au Nicaragua, l'Organisation des Etats américains avait, en septembre 1978, constitué une "commission de médiation" pour mener des négociations entre le général Somoza et l'ensemble de l'opposition au dictateur. La perspective des Etats-Unis était d'arriver à "un somozisme sans Somoza". La commission de médiation était composée de William Bowdler (pour les Etats-Unis), de Alfredo Obiolo (pour le Guatemala) et de Ramón Emilio Jiménez (pour la République dominicaine). Mgr Obando, dont le bureau a servi de lieu de réunion aux médiateurs, a été en contact quotidien avec ceux-ci (NdT).

(2) A la réunion de Caracas il y avait, entre autres, José Esteban Gonzáles, responsable du Parti social chrétien, affilié à la Démocratie chrétienne (NdT).

(3) Créé en juillet 1978, le Front élargi d'opposition regroupait des partis politiques membres de l'Union démocratique de libération (fondée en 1974) sous l'influence de Pedro Joaquin Chamorro, directeur de La Prensa, que Somoza fera assassiner en janvier 1978; le Groupe des douze (secteurs de la bourgeoisie rattachés à la tendance "terceriste" du FSLN) et la Centrale des travailleurs du Nicaragua (NdT).

(4) Sur la composition exacte de la Coordination démocratique "Ramiro Sacasa", qui a beaucoup fait parler d'elle au moment des élections de novembre 1984, cf. DIAL D 967 (NdT).

(5) Dans le schéma "officiel", le président intérimaire Urcuyo devait remettre ses pouvoirs constitutionnels à la Junte gouvernementale de reconstruction nationale du FSLN, pour l'heure installée à San José, au Costa Rica. Mais dans la matinée même du mardi 17 juillet, Francisco Urcuyo annonçait publiquement son intention d'exercer son mandat jusqu'à la date prévue d'expiration, soit jusqu'en février 1981 (NdT).

(6) Tous trois membres de la Junte gouvernementale de reconstruction nationale, les deux autres étant Daniel Ortega et Moisés Hassán (NdT).

(7) Le 22 août 1978, un commando du FSLN sous les ordres d'Eden Pastora, le "Commandant zéro", prenait en otages les députés du Palais national et exigeait la libération des prisonniers politiques. L'événement a constitué le commencement de la fin pour Somoza (NdT).

(8) Sur la personne d'Humberto Belli, ancien marxiste devenu conseiller de Mgr Obando dans le cadre du diocèse de Managua, sur ses écrits et sur son rôle dans la préparation du voyage du pape au Nicaragua en 1983, cf. DIAL D 862 et 912. Voir également les articles de C. Antoine: "Nicaragua-Pologne, même combat?", revue Choisir, Genève, n° d'avril 1984; "L'Eglise au Nicaragua à l'heure sandiniste", revue Choisir, Genève, n° de novembre 1984 (NdT).

(9) Le Comité de réflexion patriotique a été mis sur pied en mars 1979. Il avait officiellement pour but d'inviter les différents composants de la société à réfléchir sur une issue non violente au conflit divisant le pays. Mais les deux principaux "partenaires" visés, la Garde nationale et le FSLN, s'y refusèrent. En mai, le comité publiait un document établissant des règles pour maintenir la violence dans des limites acceptables (NdT).

(10) A l'époque membre du Groupe des douze et de la Junte gouvernementale de reconstruction nationale, aujourd'hui vice-président de la République. La Junte gouvernementale était provisoirement basée à San José, au Costa Rica (NdT).

(11) Prêtre de confiance et porte-parole de l'archevêque de Managua. C'est lui qui, en juillet 1982, sera la victime principale d'une violente campagne sandiniste contre l'archevêché. Cf. DIAL D 798 (NdT).

(12) Nom donné à la résidence de Somoza, véritable place forte de Managua (NdT).

(13) Il est intéressant, dans cette perspective, de relire le texte du message des évêques du 31 juillet 1979 (cf. DIAL D 556). Rappelons que cette déclaration a été considérée, dans les milieux chrétiens du Nicaragua, comme tellement négative qu'elle a provoqué, en contrepoids, la déclaration des religieux du Nicaragua du 19 août 1979, puis la lettre pastorale de l'épiscopat nicaraguayen du 17 novembre 1979 (cf. DIAL D 589) (NdT).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 295 F - Etranger 330 F - Avion 440 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441